
Les petits commerces, nouvelles cibles des braqueurs

Certains ont parfois été agressés trois, quatre, cinq, six fois. Les attaques se produisent parfois le soir, à l'heure de la fermeture, et plus souvent encore tôt le matin, lorsque les rues sont moins surveillées par la police ("en-dehors des heures criminelles", note un policier). Bureaux de tabac, pharmacies, supérettes : toutes les boutiques de quartier sont concernées. Toutes sont de plus en plus exposées au risque de braquage, et tout particulièrement à Paris.

Le phénomène est trop récent pour évaluer son ampleur réelle. Les chiffres, bruts, semblent impressionnants : sur les huit premiers mois de 2008, selon les évaluations de la préfecture de police de Paris, le nombre de braquages de commerces de proximité a bondi de 76% par rapport aux mêmes mois de l'année 2007. Une progression statistique qui est toutefois à relativiser, puisqu'elle porte sur des nombres assez réduits (80 attaques recensées pour les huit premiers mois de 2007, 141 en 2008) : "Il faut avoir des tendances sur de plus longues durées pour pouvoir vraiment se prononcer", souligne-t-on à la préfecture de police de Paris. Même prudence du côté du syndicat de police Alliance, où l'on hésite à commenter des chiffres trop récents.

Braquages à la chaîne

Mais si l'ampleur reste difficile à évaluer, la hausse en elle-même semble bien établie. Non seulement à Paris, mais dans toute la France, où 40% des vols à main armée touchent désormais un commerce de proximité. A Paris même, cette augmentation est d'autant plus notable qu'elle s'inscrit dans un contexte général de baisse des braquages au cours des dernières années. Sur les 12 derniers mois, l'Observatoire National de la Délinquance a recensé 294 attaques à main armée visant des établissements industriels et commerciaux de la capitale (incluant donc tous les types de commerce sans distinction de taille). En 2004, ces braquages étaient au nombre de 370 ; il y en avait eu 487 en 2000, et le pic de criminalité avait été atteint en 1996, année noire, avec 554 braquages. A l'heure actuelle, Paris concentre 9,3% des attaques à main armée recensées en France - une proportion relativement stable sur les dernières années.

Alors pourquoi une telle hausse des attaques de petits commerces ? Du côté de la police, on met en avant les mesures de sécurité de plus en plus pointues dont bénéficient des "cibles" potentielles comme les agences bancaires ou les bijouteries de luxe. Or, on constate précisément une baisse des attaques contre ces établissements protégés. **"Mieux vaut braquer deux magasins Picard ou deux petits commerces tôt le matin que de s'attaquer à une banque", note Thierry Mazé, secrétaire national adjoint du syndicat Alliance pour Paris et la Petite Couronne. Les gains sont plus maigres, mais les risques sont réduits. Les policiers évoquent ainsi des attaques de commerce commises "à la chaîne".**

"On ne peut pas mettre des policiers partout"

Peut-on dire pour autant que les braqueurs d'autrefois se sont reconvertis ? Là encore, le recul manque. A la préfecture de police de Paris, on évoque cependant des agresseurs plus jeunes,

souvent inexpérimentés, pouvant même avoir recours à des armes factices pour menacer leurs victimes - pas vraiment le profil classique des braqueurs de banques. Les attaques se produisent généralement en quelques minutes ; les victimes décrivent des agressions très violentes pour des butins qui évoluent le plus souvent entre quelques dizaines et quelques centaines d'euros. Face au traumatisme subi, certaines ont parfois l'impression que la réponse judiciaire n'est pas à la hauteur et que ces braqueurs à la chaîne peuvent être encouragés par le sentiment que la sanction encourue sera moindre. **Ce que dément pourtant Thierry Mazé : "Que l'on braque une banque ou un buraliste, la gravité est la même".**

Face à cette évolution de la criminalité, notamment à Paris, la préfecture de police tente de s'adapter. Actions de prévention à destination des commerçants, conseils sur la surveillance vidéo : depuis le mois d'avril, une quinzaine de réunions ont eu lieu entre des policiers spécialisés et des représentants de professionnels - bijoutiers de quartier, buralistes... Un "plan anti hold-up" a aussi été mis sur pied pour interpellier autant que possible les braqueurs sur le fait, mobilisant notamment des équipes de motards. Un dispositif qui a déjà donné des résultats, en permettant tout récemment l'arrestation en plein Paris de braqueurs qui venaient d'opérer au Perreux-sur-Marne. "Les malfaiteurs s'adaptent, nous devons donc nous adapter aussi", souligne également Thierry Mazé. Tout en reconnaissant avec un brin de fatalisme : "On ne peut quand même pas mettre des policiers partout dans la rue. De toute façon, on n'a pas les effectifs pour".